

Dossier : LES BIBLIOTHÈQUES

Contre la pastorale, qu'y a-t-il ?

Jean Foucambert

Le clivage entre lecteurs et non-lecteurs recoupe le partage social entre le pouvoir et l'impuissance, entre les classes dominantes et ceux qui exécutent, entre ceux qui profitent des richesses et ceux qui sont exclus, avec, entre ces extrêmes, des couches moyennes de plus en plus entravées par leurs contradictions. La lecture apparaît dans cet affrontement comme un instrument de conquête d'un pouvoir de transformation bien avant d'être un moyen de loisir ou d'évasion.

Les bibliothèques ont un rôle à jouer dans une politique de lecturisation. Mais, conçues pour donner à lire aux lecteurs, il leur est encore difficile de trouver un contact avec ceux qui, du fait de leur statut social, n'ont guère de raisons de fréquenter l'écrit. Aussi sont-elles tentées de s'enfermer dans une pastorale qui définit la lecture comme un choix individuel, comme une conversion qui dépend du hasard des rencontres et des influences.

Sortir alors de la pastorale, c'est agir sur les conditions sociales de ce choix individuel, c'est s'engager dans une politique qui passe de l'offre de livres au travail militant sur les raisons de lire.

Les bibliothèques ont d'abord eu comme fonction, dans les époques de rareté de l'écrit, de **produire** et de **conserver** les livres et d'en favoriser l'accès aux rares lettrés qui les prenaient comme objet d'étude. C'est encore aujourd'hui le rôle de la Bibliothèque Nationale, des bibliothèques universitaires, des bibliothèques spécialisées qui sont destinées à des chercheurs ou à des étudiants. Puis, l'édition se développant, d'autres lieux se sont ouverts, cette fois de lecture plus que d'étude, afin de proposer un choix important d'ouvrages à un public d'amateurs : sorte de coopérative ou de communauté d'emprunts pour des pratiquants qui se donnent ou obtiennent les moyens de leur pratique. Parallèlement encore, des organismes à vocation éducative et militante ont intégré la lecture dans leur stratégie de formation et de transformation.

Toutes ces institutions ont en commun d'offrir des livres à ceux qui ont déjà l'essentiel des raisons de lire. On tente en permanence, et davantage encore aujourd'hui, d'améliorer la qualité de cette offre : déplacer la bibliothèque du comité d'entreprise pour qu'elle soit traversée par la file d'attente de la cafétéria ; adjoindre aux traditionnels rayons de livres des disques de chanteurs anglais et miser sur l'étourderie de quelques adolescents ; organiser, dans la salle de prêt, des soirées couscous ou, à défaut, des rencontres avec des écrivains ; donner une formation psychologique, voire psychanalytique, à des hôtesse capables de vous convaincre d'échanger vos deux barils de Fleuve Noir contre un paquet de Gallimard ; installer tapis et couffins de livres dans les cages d'escalier des grands ensembles en attendant de pouvoir mettre des rayonnages dans les ascenseurs rénovés... Essentiellement comme si l'éloignement de l'écrit qui caractérise les peu lecteurs provenait de circonstances qu'une meilleure politique d'incitation suffirait à réduire.

Certes, il existe, aux frontières des pratiques sociales, une proportion d'indécis qu'une bonne rencontre ou une meilleure sollicitation peut intégrer. Et de telles entreprises sont de nature à "convertir" des individus finalement peu éloignés des caractéristiques du "public naturel" et à gagner ainsi quelques points au-delà des fatidiques 15% de fidèles. Il reste à savoir jusqu'où les principes actifs de ces actions sur les marges sont généralisables à un "non-public" beaucoup plus large; autrement dit, **dans quelle mesure travaille-t-on les causes véritables de l'exclusion de l'écrit de la majorité des populations des pays industrialisés lorsqu'on s'adresse à la frange bordant les lecteurs existants ?** Ces

5 à 10% de lecteurs potentiels sont-ils représentatifs des 60 % de non ou peu lecteurs et ceux-ci, en revanche, sont-ils si différents des 10 à 15% d'illettrés ? En bref, y a-t-il 90% de lecteurs plus ou moins pratiquants qui s'opposeraient à 10% d'illettrés ? Ou, au contraire, 70% de non-lecteurs plus ou moins pratiquants qui s'opposeraient à 30% de lecteurs ?

Où passe la frontière entre l'illettré et le lecteur ? Aucun livre ? Un livre par an ? deux, cinq, dix ? Sans prendre en considération la diversité des domaines abordés dans ces ouvrages ? N'est-on pas un peu illettré "quelque part" quand on ne lit que des traités d'informatique ou de comptabilité ? Est-ce moins grave si la focalisation porte sur la médecine, l'histoire ou la philosophie ? Mieux si c'est le roman qui vous accapare ? Mais moins bien si ce roman est policier ou sentimental ? Et si vous n'achetez jamais le journal ? Et si vous ne lisez que des revues ? Mais toutes les revues ? Y a-t-il une forme particulière d'illettrisme chez des profs de fac et des techniciens ? Existe-il un modèle "d'honnête lecteur" comme on parlait jadis "d'honnête homme" ?

La question revient en fait à décider si l'absence de rapport à l'écrit est une bavure conjoncturelle, un incident de parcours, une mauvaise gestion des marginaux dans une société pourtant structurellement vouée au partage démocratique de la lecture ou, au contraire, la manifestation de la nature non-démocratique et excluante de la lecture telle que les rapports sociaux en ont spécialisé l'usage. Opposer ainsi directement les lecteurs à quelques illettrés permet de nier allègrement les 60% de la population qui ne lit guère plus que ceux qui ne lisent pas du tout. **Tout se passe comme si le statut de la lecture, la manière de lire, la matière à lire, les raisons de lire, les effets du lire, tout cela avait sens et valeur en soi, de toute éternité, pour tous les individus.** La lecture serait une affaire individuelle, un goût, une attirance plus ou moins grande pour le plaisir.

Quant aux "vrais illettrés", on évite d'en chercher l'explication dans les rapports sociaux : on préfère se demander si "ces gens-là" sont bien latéralisés, si leurs hémisphères cérébraux sont bien comme ceux de nos enfants ou s'ils ont autant de maturité affective que moi ! Ainsi l'insolence des classes dominantes - ou tout aussi bien leur inconscience - tient dans cette contradiction : l'organisation sociale est fondée sur l'inégalité économique et sur le pillage des pauvres par les riches mais, une fois acceptée cette spoliation originelle, tous les autres biens auraient vocation à un réel partage démocratique. En d'autres termes, la lecture, comme la république, est une et indivisible, et qu'elle soit pratiquée par 5% ou 80% d'une société ne change pas ce qui la fait être ce qu'elle est : il ne devra pas être dit **qu'il existe une relation entre l'organisation sociale qui en fait l'apanage d'une minorité et la forme ou la nature excluante qu'elle revêt.**

On se souvient pourtant de l'analyse que fait Marx du système colonial où il montre qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas libre : si son fonctionnement interne est dépendant de l'exploitation qu'il fait subir à un autre peuple, alors ses valeurs reproduisent pour chacun de ses membres quelque chose de l'aliénation qu'il impose au peuple qu'il domine. De la suppression du rapport colonial dépend la libération aussi bien du peuple colonisateur que du peuple colonisé et non de l'adoption par les colonisés du modèle dominant qui ne peut fonctionner que sur une dépendance. On peut transposer utilement cette analyse au rapport qui lie les classes sociales entre elles dans un même pays : une classe qui en opprime une autre n'est pas libre. En aucune manière le progrès du groupe dominé passe par l'adoption des valeurs qui sont l'apanage du dominant. **C'est la limite de toute démocratisation dès lors qu'elle vise à généraliser une pratique jusqu'ici associée à la domination d'une classe sur une autre.** Car la forme de cette pratique en tant que comportement social n'est pas séparable du contexte dans lequel elle s'est développée : elle est ainsi précisément parce qu'elle est le fait d'une minorité qui, tout à la fois, grâce à elle, domine, s'identifie et se distingue.

Un regard sur le passé permettra de mieux comprendre les mutations nécessaires à l'accession d'une catégorie sociale nouvelle aux pratiques de lecture. Au XVIII^e siècle, lorsque la bourgeoisie est entrée, du fait de son rôle économique, dans la conquête du pouvoir social, ses membres ont cherché dans l'écrit le moyen de penser et de communiquer une nouvelle vision du monde, un nouveau système d'analyse et de valeurs. Des pratiques dominantes de lecture existaient déjà que ne venaient pas réellement contester des genres populaires mineurs. Malgré quelques tentatives de transfuges dont le

Bourgeois gentilhomme, moqué et rejeté par les deux partis, anticipait le type, la bourgeoisie n'est pas devenue lectrice en adoptant les manières d'être des lecteurs existants. Au contraire, **elle s'est progressivement inventée lectrice dans le même temps qu'elle établissait de nouvelles formes d'écriture et qu'elle fixait de nouveaux genres littéraires.** On n'a pas assisté à une pastorale de la classe dominante mais à l'invention, liée à de profondes mutations, d'un nouveau rapport au monde repris par des écrits qui définissent un public potentiel plus large.

L'attitude pastorale ferait l'hypothèse qu'il n'y a, aujourd'hui, aucun obstacle fondamental qui puisse exclure un individu de ce qu'exprime le monde de l'écrit tel qu'il est; et la non-lecture serait essentiellement affaire de distance culturelle, de manque de familiarité, d'absence d'une première expérience qui ait fait naître le désir. Ainsi, en bonne cohérence socio-économique, tente-t-on d'augmenter le nombre de consommateurs sans mettre en cause la propriété des modes de production, oubliant **la nécessité d'une invention simultanée et réciproque de nouveaux lecteurs et de nouveaux écrits.** Et pourtant, aujourd'hui comme il y a deux siècles, "l'entrée en lecture" de nouvelles couches sociales dans les pays industrialisés (et, sans doute, de la communauté entière dans les pays en voie de développement) implique que écriture et lecture deviennent des outils de pensée d'une expérience sociale renouvelée, l'expression de nouveaux points de vue sur une réalité plus large que l'écrit aide à concevoir et à transformer. C'est en cela que la démocratisation est toujours un enrichissement collectif puisqu'elle **impose de concerner dans et par l'écrit une part toujours plus grande et plus diversifiée d'humanité et d'expérience.**

Les bibliothèques sont prises dans cette contradiction. Elles s'adressent correctement aux lecteurs ; elles expérimentent aujourd'hui des stratégies de rencontre avec les lecteurs potentiels ; mais elles sont cruellement démunies face aux non-lecteurs : la démocratisation ne sait-elle se concevoir que sur le principe de l'extension au plus grand nombre des goûts, des raisons et des pratiques culturelles d'une élite ?

L'écrit est un outil de pensée et de communication qui, de par sa nature, permet de construire, à partir du réel, un modèle théorique et d'en exprimer la cohérence en inventant les relations entre ses éléments. C'est en cela que le recours à l'écrit, par l'écriture ou la lecture, est un moment essentiel et spécifique de toute élaboration d'un point de vue sur le monde, un moyen de distanciation et de théorisation qui permet de passer du conjoncturel que gère l'oral au structurel dont le texte rend compte. Tout individu en situation de prendre du pouvoir sur le monde est sommé de mettre en œuvre cette forme de pensée et donc de rencontrer l'écrit.

Être lecteur, c'est, à un moment donné, être intégré dans des réseaux de communication, se sentir interlocuteur de la construction et de l'échange des points de vue sur le monde, exercer un comportement social et des pratiques qui correspondent à un statut et à des conditions spécifiques en relation, sinon totalement en accord, avec la production écrite telle qu'elle est. Être lecteur, c'est participer à une problématique inséparable d'une position dans et sur le monde tel que l'écrit, sous toutes ses formes, le théorise. Et c'est bien là que se joue le principe de l'exclusion du non-lecteur, non dans une impossibilité technique, un manque d'intérêt ou de désir de lire mais **dans une non-implication dans l'expérience sociale, les préoccupations et les modes d'analyse qui génèrent la production d'écrit.** Il n'y a aucune universalité dans cette production mais, au contraire, l'expression précise d'un point de vue qui ne semble universel, que parce qu'il ne nous demande, étant le nôtre, aucun effort pour être adopté. Il y a donc, à tout moment, recouvrement du nombre de lecteurs et du nombre d'acteurs sociaux. Aussi la démocratisation de la lecture ou, si l'on veut, l'augmentation massive du nombre des individus impliqués dans des réseaux de communication par l'écrit, s'inscrit-elle précisément dans cette alternative : ou les actuels exclus entrent dans la manière de voir, de sentir, de penser de la minorité qui produit et consomme l'écrit; ou ils créent les nouveaux écrits qui correspondent à leur approche du monde, à leur expérience et au pouvoir qu'ils y prennent. Répétons-le : **la bourgeoisie n'est pas, elle non plus, devenue lectrice en adoptant les goûts de la classe dominante dont les pratiques l'excluaient.**

Il en sera de même pour les actuels non-lecteurs. Aussi ne faut-il pas s'étonner si la lutte contre l'illettrisme sort si rarement des chemins de la pastorale. On voit mal comment la lecture et les écrits de

ceux qui lisent pourraient ne pas apparaître comme le modèle qu'il est généreux et souhaitable de faire partager puisque c'est précisément celui des actuels privilégiés. En outre, même si la noblesse avait souhaité convertir la bourgeoisie à la lecture, elle n'aurait pu le faire que sur la base des ses propres pratiques car elle n'était pas en situation de concevoir la production littéraire nouvelle, liée à des expériences sociales différentes, nécessaire à cet avènement. Et la bourgeoisie n'est devenue la classe qui lit que parce qu'elle a inventé ses propres modèles, à la fois contre et à partir de ceux qui existaient.

Aussi le rôle des bibliothèques dans une politique d'accroissement du nombre des lecteurs est-il particulièrement délicat et ambigu : que peuvent-elles faire si elles ne sont pas dans la pastorale ? Comment peuvent-elles se situer par rapport à plus de 50% des individus non en les considérant comme un réservoir potentiel à convertir mais comme un groupe social ayant contradictoirement toutes les raisons de ne pas se reconnaître dans l'écrit et la lecture tels qu'ils sont mais aussi de bonnes raisons de prendre du pouvoir, donc d'établir avec la réalité un rapport de distanciation et de théorisation qui est celui que l'écrit rend possible ? Les bibliothèques peuvent-elles inventer un mode de relation avec les non-lecteurs en considérant la non-lecture, non comme un manque culturel, mais comme une démarche cohérente avec un statut social et l'accès à la lecture comme un aspect de la transformation sociale ?

L'action des bibliothèques dans une lutte contre l'illettrisme s'insère dans la mise en œuvre globale d'une politique qui donnerait enfin corps à une responsabilité publique en matière de lecture. Il s'agit donc d'abord de constituer un réseau de travail et de réflexion regroupant tous les acteurs engagés dans des opérations autour de la transformation des rapports de pouvoir et de domination sociale afin de mieux définir et mettre en cohérence les spécificités de chacun d'eux en matière de lecture. C'est dans cette aide que les bibliothèques trouveront des voies nouvelles d'intervention. On peut en esquisser quatre :

1 - Soutenir l'offre des écrits existants mais sur un autre mode que celui de la promotion, laquelle se fait de toute manière par les dispositifs commerciaux de publicité et de distribution dont les concentrations récentes dans le monde de l'édition montrent bien les enjeux. Les bibliothécaires doivent se distinguer des libraires et intégrer l'offre dans des dispositifs d'observation, d'analyse, d'étude et de distanciation. Sous prétexte d'augmenter le nombre des lecteurs, les bibliothèques n'ont pas à entrer dans la logique de la société de consommation et doivent, au contraire, aider le public à connaître et comprendre le fonctionnement d'un objet social qui, pour être réputé culturel, n'en est pas moins le terrain d'excellence de l'idéologie. Chaque bibliothèque devrait se sentir une responsabilité dans l'implication de chacun à la compréhension de ce qui est socialement en jeu dans la production des écrits, un peu comme si elle était un élément d'un vaste mouvement d'éducation du consommateur sur le modèle de "50 millions de lecteurs". Et ceci, non en opérant, à la place des gens, des sélections ou des censures mais en multipliant sur l'ensemble de la production les occasions d'un regard ethnologique. Non pas "Venez voir comme c'est beau et comme vous avez tort de ne pas aimer" mais "Venez comprendre ce que c'est et comment ça agit de toute façon sur votre vie". On est loin des actions de promotion culturelle-commerciale (salons, foires, expositions) sur le mode de la consommation mais dans un dispositif permanent d'aide à la conscientisation car c'est seulement en prenant ce pouvoir sur la production écrite qu'on peut devenir lecteur.

2 - Favoriser la production d'écrits nouveaux qui n'entrent ni dans la logique commerciale ni dans les circuits d'une édition de plus en plus concentrée. Une bibliothèque doit devenir un laboratoire public d'écriture et de confrontation des expériences qu'une communauté se propose de théoriser à travers les outils de pensée, d'expression et de communication que sont les textes. C'est dans cette entreprise que se découvrent les réseaux qui permettent de dépasser une conception de la bibliothèque comme juxtaposition aléatoire et de mettre en relation des intentions et des techniques de production afin de participer à leur évolution. La littérature de demain n'est pas l'affaire d'avant-gardes mystérieuses qui auront ou non une plus large audience mais de ce que les gens la feront, non pas en la recevant mais en participant à sa création, rejoignant ainsi la revendication de Paul ÉLUARD d'une poésie faite par tous. Il s'agit de retrouver avec un nouveau public des circuits courts de production qui ont permis, il y a deux siècles, à la bourgeoisie d'inventer un nouveau pouvoir sur le monde, par quoi elle s'est fait lectrice. Chaque bibliothèque devrait être ainsi un lieu de travail utilisant les écrits existants, un lieu de

production associant des écrivains "en résidence", un lieu d'édition profitant des techniques informatiques nouvelles, un lieu de diffusion des écrits nouveaux dans l'environnement qui les a produits et un lieu de confrontation, d'échange et de création où s'inventent en même temps des textes, des auteurs, des lecteurs et un nouveau regard.

3 - Rencontrer les non-lecteurs sur leur terrain de vie et d'exclusion de l'écrit, et non sur le territoire d'une bibliothèque qu'ils n'ont guère de raisons de fréquenter sur les bases actuelles. En effet, beaucoup d'énergie se dépense dans des techniques d'appel ou de contournement pour que les non-lecteurs viennent malgré tout à la bibliothèque et qu'on parvienne à les retenir. C'est pourtant la lecture qu'il faut promouvoir, non le livre; un comportement non un objet. Le bibliothécaire doit sortir de sa bibliothèque pour agir avec les gens là où ils sont. Agir avec eux et non aller leur présenter ce qu'ils trouveraient à la bibliothèque s'ils n'étaient pas non-lecteurs. Il ne s'agit pas de se transformer en animateur socioculturel mais d'intervenir, en tant que spécialiste de l'écrit et de la lecture, dans la vie des gens, dans leur travail, dans leur loisir, dans leur activité familiale et sociale. Faire éprouver, partager, pratiquer un mode de rapport au monde, de distanciation et de théorisation de l'expérience en cours pour la transformer en la comprenant, mode de rapport qui fait pratiquer ce que l'écrit permet de modéliser et de communiquer. En d'autres termes, introduire dans ce que les gens vivent le souci de passer du conjoncturel au structurel et faire partager le besoin de rencontrer et de confronter des points de vue. La bibliothèque apparaîtra alors comme un lieu de réponses, comme une base logistique à laquelle recourir pour mieux transformer l'expérience. Si la lecture est une manière d'être, c'est elle qu'il faut faire rencontrer : la bibliothèque doit choisir d'agir avec les gens, non leur demander d'agir avec elle.

4 - Offrir les moyens techniques des rencontres avec l'écrit. Nous y insisterons peu car ils sont connus : aussi bien les aspects qui portent sur les stratégies de lecture efficace que sur la connaissance du fonctionnement et de l'organisation des lieux et des objets eux-mêmes. En quelque sorte, des modules de formation et de perfectionnement à la maîtrise de l'utilisation et de la production d'un outil de communication multi-codé et des institutions qui le gèrent.

Jean Foucambert